

1 PREAMBULE

Toutes les commandes passées par GEODERIS d'un montant inférieur à 40 k€ H.T. sont soumises aux présentes conditions générales d'achat (CGA).

Le prestataire déclare avoir pris connaissance des présentes conditions et les accepter dans toute leur teneur. La signature du bon de commande faisant référence aux CGA de GEODERIS emporte acceptation pleine et entière de celles-ci.

Les CGA de GEODERIS prévalent sur les conditions particulières de l'offre du prestataire ainsi que sur ses conditions générales de vente.

2 FORMATION DU CONTRAT

GEODERIS s'engage vis-à-vis du prestataire par une commande formalisée par la signature d'un bon de commande ou par la signature d'un contrat d'achat. Les éventuelles CGV du prestataire annexées au bon de commande ne sont pas opposables à GEODERIS en application de l'article 1.

La commande ne peut être modifiée que par voie d'avenant. Les commandes de GEODERIS ne sont valables que lorsqu'elles sont confirmées par écrit sur bordereau établi à l'entête de GEODERIS. Toute correspondance et tout document (accusé de réception, bordereau, etc.) relatifs à une commande ou à son exécution doivent être adressés à l'adresse mentionnée sur le bon de commande en rappelant impérativement le numéro de la commande.

Tout silence ou absence de réponse de la part de GEODERIS face à des propositions postérieures à la formation de la commande, telle que définie ci-dessus, ne peut valoir acceptation.

3 PRIX

Toute livraison ou réalisation de fournitures, services ou travaux est facturée au prix de base déterminé à la commande. Ce prix n'est pas susceptible de modification.

En aucun cas GEODERIS ne pourra rémunérer des prestations supplémentaires fournies sans avenant en bonne et due forme et sans commande expresse de sa part, y compris les prestations supplémentaires qui ont été indispensables à la réalisation de la prestation selon les règles de l'art sauf accord écrit de GEODERIS.

En cas de surcoûts dûment justifiés par le prestataire, GEODERIS pourra décider de compenser ces surcoûts par une prolongation de la durée du contrat au travers d'un avenant en bonne et due forme. Hors signature concomitante d'un tel avenant, cette modalité de compensation de surcoûts s'imposera au prestataire en cas également de non-respect des délais par le prestataire.

Dans le cas de non-exécution de l'une quelconque de ses obligations, le prestataire devra démontrer que cette non-exécution est due à un empêchement indépendant de sa volonté et qu'il ne pouvait pas raisonnablement ~~être tenu de~~ prévoir cet empêchement et ses effets sur son aptitude à exécuter le contrat au moment de sa conclusion, et qu'il n'aurait pas pu raisonnablement éviter ou surmonter cet empêchement ou, à tout le moins, ses effets. Dans le cas contraire, la non-exécution déclenchera l'article 9 et/ou l'article 10 des présentes CGA.

4 FACTURATION ET REGLEMENT

Sauf stipulation contraire figurant dans le bon de commande, aucune avance n'est versée pour un délai d'exécution de la prestation inférieur à deux (2) mois. Dans le cas contraire, le montant par défaut de l'avance est limité à 10% du montant total de la commande.

Sauf stipulation contraire figurant dans le bon de commande, aucun acompte n'est versé à la signature de la commande. Tout acompte fait l'objet d'une facture reprenant le numéro de la commande et mentionne les différents acomptes qui ont déjà été versés. La facture définitive aussi. Chaque facture est émise en deux (2) exemplaires.

Le paiement du solde ne s'effectue qu'après la réception définitive ou la réalisation des prestations ou travaux, telle que définie ci-dessous, par chèque ou virement.

Sauf stipulation différente de la commande, les factures sont payées à échéance de soixante (30) jours à réception de la facture, sous réserve de sa conformité à la commande.

5 TRANSFERT DE PROPRIETE – TRANSFERT DES RISQUES

Le transfert de propriété et de la responsabilité inhérente à la livraison ou réalisation de fournitures, services ou travaux ne s'effectue qu'au moment de la réception définitive, telle que définie ci-dessous. Les produits à livrer et de manière générale toutes les données (codes sources autres que les codes OPEN SOURCE, documents papier ou numériques, cartes, plans, etc.) ainsi que les résultats relatifs à la prestation ou aux travaux sont la propriété de GEODERIS dès réception définitive de la prestation.

6 RECEPTION ET REALISATION DE PRESTATIONS OU TRAVAUX

On entend par la livraison ou la réalisation de fournitures, services ou travaux, le fait pour le prestataire d'exécuter l'ensemble des obligations mises à sa charge conformément aux prescriptions figurant dans le bon de commande émis par GEODERIS.

On entend par réception de fournitures, services ou travaux la constatation, la décision par laquelle GEODERIS reconnaît par écrit leur conformité aux stipulations du marché ou le paiement intégral de la prestation.

7 GARANTIE – ASSURANCE QUALIFICATION – SECURITE

Les fournitures, prestations ou travaux, objets des commandes de GEODERIS, sont exécutés conformément aux règles de l'art, aux usages professionnels et aux éventuelles stipulations particulières indiquées dans le bon de commande.

Ils doivent être conformes aux normes françaises de réglementation en vigueur existant au jour de livraison ou d'exécution, et notamment aux règles d'hygiène et de sécurité du travail, ainsi qu'aux normes de sécurité applicables aux équipements et matériels et à la réglementation du travail des clandestins salariés.

La garantie du prestataire outre les garanties légales s'applique à tous les achats de GEODERIS sans restriction, à compter de la réception sans réserve ou de la levée des réserves.

8 DOMMAGES - RECOURS

Le prestataire renonce à tous recours contre GEODERIS pour les dommages que pourraient subir, dans les lieux où il doit livrer les fournitures ou exécuter et livrer les fournitures, services ou les travaux, son personnel, ses biens ou ses marchandises ou des tiers.

9 DELAIS

Tous les délais de livraison convenus entre les parties sont impératifs et prennent effet dès la signature du bon de commande. Tout retard, quel que soit son motif, survenant en cours d'exécution de la commande, déclenchera l'application de l'article 10 « Pénalités » ci-après, sauf cas de force majeure au sens de la jurisprudence ou signature concomitante d'un avenant en bonne et due forme l'autorisant.

Les délais sont suspendus en cas de non-respect par GEODERIS de ses propres obligations, sous condition de notification écrite formelle par le prestataire de la suspension, de sa date effective et de sa justification à GEODERIS, qui se réserve le droit d'accepter ou de contester la notification de suspension.

10 PENALITES

En cas de retard, de manquement à son obligation de livraison, d'exécution ou de toute obligation prévue dans le bon de commande, le prestataire pourra se voir infliger des pénalités égales à 0,5% du montant hors taxes de la commande par jour calendrier de retard dès l'arrivée de l'échéance pour les dates de livraison ou d'exécution, sans aucune autre formalité.

Le montant des pénalités est plafonné à 10% du montant hors taxes de la commande.

La mise en œuvre des pénalités est faite sans préjudice de toute action en dommages et intérêts ou de toute action judiciaire.

11 CESSION – SOUS-TRAITANCE

Le prestataire ne peut sous-traiter ou confier à des tiers l'exécution de tout ou partie des prestations prévues dans le bon de commande sans l'accord préalable et écrit de GEODERIS.

Cet accord n'a pas pour effet de modifier les responsabilités générales et techniques du prestataire qui restent pleines et entières en ce qui concerne l'exécution de chaque bon de commande.

En cas de défaillance du sous-traitant éventuel, quel que soit le motif invoqué, hors cas de force majeure, constatée par GEODERIS, le prestataire s'engage à prendre, de sa propre initiative ou à la demande de GEODERIS, toutes mesures destinées à assurer la bonne exécution des prestations faisant l'objet de chaque bon de commande sans modification des prix, des délais, ni des garanties techniques et financières qui y sont attachées.

Le sous-traitant pourra bénéficier de la délégation de paiement direct instaurée par la loi sur la sous-traitance du 31/12/1975, ou à défaut, le prestataire met en place le cautionnement prévu au bénéfice du sous-traitant.

12 CONFIDENTIALITE

Le prestataire s'engage à garder confidentielles toutes les informations dont il pourra avoir connaissance lors de la passation ou de l'exécution de la commande. Les connaissances communiquées au prestataire et les résultats issus de l'exécution de la commande, sont considérées comme confidentielles et le prestataire ne pourra en faire état auprès d'un tiers sans avoir obtenu à cet effet l'accord exprès, préalable et écrit de GEODERIS. Cette obligation demeurera en vigueur pendant une période indéterminée.

L'expression "informations confidentielles" recouvre toutes les informations, données, dessins, plans, applications de toutes natures, y compris financières et commerciales, sous toutes formes, brevetées ou non brevetées, ainsi que le savoir-faire s'y rapportant, concernant l'objet de la commande.

Toutefois, ne seront pas considérées comme confidentielles par les parties :

- Les informations qui sont, à la date de leur transmission, ou qui deviendront postérieurement à celle-ci, publiquement connues, sauf si le prestataire est à l'origine de la publication.
- Les informations déjà en possession de la partie bénéficiaire à la date de communication de ces informations, si la partie bénéficiaire peut apporter la preuve d'une telle possession personnelle antérieure.
- Les informations qui seraient transmises à l'une des parties par un tiers en droit de les communiquer.

13 COMMUNICATION

Le prestataire s'abstient de toute déclaration à la presse et communication publique relativement à l'objet de la commande sans en référer préalablement à GEODERIS pour obtenir son autorisation écrite expresse.

14 FORCE MAJEURE

La partie invoquant un événement constitutif de force majeure doit en aviser l'autre partie dans les sept (7) jours suivant la survenance de cet événement. Si nécessaire, les modalités de livraison ou d'exécution peuvent être modifiées d'un commun accord pour déterminer les modalités de poursuite des prestations.

15 DIFFEREND – REGLEMENT DES LITIGES

Tout différend qui pourrait survenir entre les parties concernant l'interprétation des présentes CGA ou de l'exécution de chaque bon de commande fera l'objet d'une tentative de règlement amiable entre les parties dans un délai de trente (30) jours suivant la date de sa notification.

En cas d'impossibilité de parvenir à un règlement amiable dans ce délai, le différend sera soumis au tribunal administratif de Strasbourg.